

Unité départementale de l'Oise
283 rue de Clermont
ZA La Vatine
60000 BEAUVAIS

Beauvais, le 23/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/02/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAVERGLASS

RUE DE LA GARE - BP 1
60960 FEUQUIERES

Références : IC-R/0071/22-SLT/SA

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2022 dans l'établissement SAVERGLASS implanté RUE DE LA GARE - BP 1 60960 FEUQUIERES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée suite à un dépassement d'une concentration en légionelles supérieure à 100 000 UFC/l sur le circuit de refroidissement Cross Convoyeur Four 5.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAVERGLASS
- RUE DE LA GARE - BP 1 60960 FEUQUIERES
- Code AIOT dans GUN : 0005101176
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

La société SAVERGLASS est une verrerie spécialisée dans la fabrication de bouteilles et carafes en verre pour les producteurs de vins et spiritueux. Elle dispose, à cet effet, de deux fours verriers d'une capacité totale de 360 tonnes/jour. Les deux fours fonctionnent en continu, 24 heures sur 24 et 365 jours par an. Ils alimentent neuf lignes de production. Elle dispose également d'une installation d'application et de cuisson de vernis hydrosolubles pour procéder au satinage et à la sérigraphie des bouteilles.

Une procédure de régularisation est en cours pour l'activité de décors des bouteilles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- certaines prescriptions réglementaires de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Désignation et formation des personnes référentes	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	/	Mise en demeure, respect de prescription
Caractère immédiat de l'arrêt de la dispersion et des actions curatives	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a et 26.I.1.c	/	Mise en demeure, respect de prescription
Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Nettoyage préventif annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Stockage des produits biocides et autres.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9	/	Mise en demeure, respect de prescription
Etat des parties visuellement accessibles.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et	/	Mise en demeure, respect de prescription
Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22.I	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Remise en service de l'installation.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a	/	Sans objet
Analyses renforcée de la concentration en Lp après l'évènement.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.b et c	/	Sans objet
Conservation des souches de légionnelles lors du dépassement.	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d	/	Sans objet
Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'information du dépassement du seuil des 100 000 UFC/l en légionelles sur le circuit de refroidissement Cross Convoyeur Four 5, l'exploitant a réalisé l'arrêt immédiat de la dispersion et à informé les services de l'Inspection.

Toutefois, la visite d'inspection a permis de constater un manque de rigueur sur le suivi de

l'entretien des installations malgré la mise en place de procédures.
Il est proposé à madame la préfète de mettre la société en demeure de se mettre en conformité avec les dispositions qui lui sont applicables.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désignation et formation des personnes référentes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">— les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;— les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;— les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">— les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;— la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;— les attestations de formation de ces personnes.
<p>Constats : L'exploitant indique que les 2 personnes en charge du suivi des TAR sur le site de Feuquières sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Michael Pinchon (responsable maintenance mécanique),- Manuel Leclerc (technicien). <p>Les attestations de formation portant sur le module "LEG1: Prévention des proliférations de Légionelles 1 - Opérateurs intervenants sur TAR" ont été présentées par l'exploitant. La formation a été suivie le 12/10/2017 pour ces 2 opérateurs. Une formation de recyclage est programmée en 2022 (2 sessions les 28/04/22 et 23/06/22).</p> <p>Depuis la connaissance du dépassement, la personne en charge du suivi est Michael Pinchon (absent lors de l'inspection).</p> <p>Par ailleurs, M. Arnaud Tiquet de la société AQUAPROX est le prestataire externe en charge du suivi et de la réalisation des prélèvements.</p>

<p>L'attestation de formation "Tour aéroréfrigérante: rubrique 2921 des ICPE" du 20/05/2021 a été présentée.</p> <p>Le service maintenance a eu connaissance du dépassement le 02/02/2022. La transmission de l'information au service HSE a eu lieu le 03/02/2022. Le service maintenance n'est donc pas formé à l'ensemble des dispositions de l'arrêté et notamment celles fixées à l'article 26.II.1.a (voir point de contrôle ci-dessous).</p> <p>Par ailleurs, le service HSE qui assure la gestion "administrative" du risque légionelle n'est pas formé.</p> <p>Non-conformité : toutes les personnes impliquées directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation ne sont pas formées en vue d'appréhender, selon leur fonction, le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Caractère immédiat de l'arrêt de la dispersion et des actions curatives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a et 26.I.1.c
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée : article 26.II.1.a</p> <p>1. Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L.</p> <p>a) Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention « URGENT & IMPORTANT — TOUR AÉRORÉFRIGÉRANTE — DÉPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UNITÉS FORMANT COLONIES PAR LITRE D'EAU ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les coordonnées de l'installation ; — la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ; — la date du prélèvement ; — les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation. <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Il procède également à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours.</p>

Prescription contrôlée : article 26.I.1.c

Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :

- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;
- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :
- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;
- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;
- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;
- suite à un arrêt prolongé complet ;
- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;
- autres cas de figure propres à l'installation.

[...]

Constats : L'exploitant indique que le prélèvement ayant donné lieu au dépassement a été réalisé par la société AQUAPROX le 24/01/22. Les résultats ont été transmis par le laboratoire (EUROFINS) à AQUAPROX le 02/02/22 qui a immédiatement informé le service maintenance de la société SAVERGLASS.

D'après l'exploitant, l'arrêt de la dispersion a été réalisé par le service maintenance le 02/02/22 dès connaissance du dépassement. L'exploitant a présenté la procédure référencée GM-MCE-091 qui comprend une partie relative aux actions à mener en cas de prolifération de légionelles (entre > 1 000 UFC/L et < 100 000 UFC/L, > 100 000 UFC/L). Cette procédure prévoit en étape 1 d'"arrêter l'installation". Cette procédure ne prévoit pas les modalités d'arrêt des tours et en tout état de cause ne fixe pas de délai maximal d'arrêt. De fait lors de la visite, en l'absence du personnel du service maintenance en charge du suivi des TAR, l'exploitant n'a pas été en mesure de donner précisément le délai d'arrêt de la tour Cross convoyeur tour 5 concernée par le dépassement.

Non-conformité : l'exploitant ne dispose pas d'une procédure spécifique d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production.

L'exploitant a indiqué que la cause de dérive identifiée est la rupture du produit TM6000DC (biocide non oxydant, envoyé en continu). En effet, un basculement vers un nouveau produit était prévu le 25/01/22, toutefois il y a eu une rupture de produit avant ce basculement.

L'identification de la cause du dépassement, les opérations de nettoyage, désinfection et le redémarrage de l'installation ont été réalisés dans l'après-midi du 02/02/22. Ces opérations sont encadrées par le mode opératoire défini dans la procédure "Désinfection des tours de refroidissement".

Comme indiqué plus haut, l'exploitant a indiqué que l'information de la DREAL n'a eu lieu que le 03/02/22 lors de l'information du dépassement au niveau du service HSE de la société.

Les informations qui ont été transmises à la DREAL comportent l'ensemble des éléments attendus par la prescription.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Remise en service de l'installation.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.a
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : En tout état de cause, l'exploitant s'assure de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.
Constats : L'installation a été remise en service le 02/02/22 après les opérations de nettoyage et de désinfection. L'action corrective mise en place par l'exploitant consiste à réaliser une surveillance quotidienne des niveaux de produits présents. Lors de la visite du site, il a été constaté, au niveau de la station de traitement du circuit, la présence d'une feuille d'émargement correspondant à la surveillance quotidienne réalisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyses renforcée de la concentration en Lp après l'évènement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.b et c
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : b) A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté. c) Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois.
Constats : L'exploitant indique que des nouveaux prélèvements ont été réalisés le 03/02/22 (24h après le traitement curatif) et le 04/02/22 (48h après le traitement). Au moment de l'inspection, aucun résultat provisoire n'avait été communiqué. Lors de la transmission de l'information du dépassement à la DREAL, l'exploitant a indiqué qu'un prélèvement est mis en place toutes les semaines pendant 2 mois.
Observations : Le suivi à réaliser après l'évènement doit être réalisé pendant trois mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Traçabilité des actions correctives et préventives, du nettoyage annuel.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :</p> <ul style="list-style-type: none">— les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;— les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;— les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;— les périodes d'arrêts complet ou partiels ;— le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;— les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;— les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;— les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.— les modifications apportées aux installations.
<p>Constats : L'exploitant indique que les interventions réalisées sur les tours sont saisies sur la GMAO de la société. Lorsqu'une intervention est à prévoir un ordre de travaux est édité, puis quand l'action a été réalisée l'intervention est clôturée par l'intervenant.</p> <p>Cette GMAO est commune à l'ensemble des sites Saverglass. Ainsi, il a été constaté pour les TAR du site de Feuquières, des erreurs de saisie avec des actions enregistrées par des opérateurs situés sur d'autres sites.</p> <p>Lors de l'inspection, l'accès aux données a été vérifié. Il a été constaté que certaines informations attendues par la prescription sont disséminées dans plusieurs fichiers (en plus de la GMAO). Par ailleurs, l'exploitant n'était pas en mesure d'apporter les informations sur certains points (à titre d'exemple, les volumes d'eau consommées et rejetés, la quantité de produit consommée, le tableau des dérives...).</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le carnet de suivi relatif à la tour Cross Convoyeur. Le fichier transmis ne porte que sur les actions de maintenance réalisées.</p> <p>Par ailleurs, le carnet de suivi concerne l'installation donc l'ensemble des tours aéroréfrigérantes. Il devra être complété avec l'ensemble des points mentionnés dans la prescription.</p> <p>Non-conformité : l'exploitant n'a pas mis en place de carnet de suivi regroupant l'ensemble des informations attendues par l'arrêté du 14/12/2013. A titre d'exemple, les informations portant les volumes d'eau consommées et rejetés, la quantité de produit consommée, le tableau des dérives ne sont pas disponibles.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Conservation des souches de légionnelles lors du dépassement.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.d
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'installation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d) Résultats de l'analyse des légionnelles</p> <p>Les résultats sont présentés selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou toute autre méthode reconnue par le ministère en charge des installations classées. Les résultats sont exprimés en unité formant colonies par litre d'eau (UFC/L).</p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> ou en <i>Legionella species</i> supérieure ou égale à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p> <p>Le rapport d'analyse fournit les informations nécessaires à l'identification de l'échantillon :</p> <ul style="list-style-type: none">— coordonnées de l'installation ;— date, heure de prélèvement, température de l'eau ;— date et heure de réception de l'échantillon ;— date et heure de début d'analyse ;— nom du préleveur ;— référence et localisation des points de prélèvement ;— aspect de l'eau prélevée : couleur, dépôt ;— pH, conductivité et turbidité de l'eau au lieu du prélèvement ;— nature (dénomination commerciale et molécules) et concentration cible pour les produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ;— date de la dernière injection de biocide, nature (dénomination commerciale et molécule) et dosage des produits injectés. <p>Les résultats obtenus font l'objet d'une interprétation par le laboratoire.</p> <p>L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informe des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si :</p> <ul style="list-style-type: none">— le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L.— le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente.
<p>Constats : Les résultats d'analyse ayant mentionné le dépassement ont été réalisés selon la norme NF T90-431.</p> <p>Suite à l'inspection, l'exploitant a confirmé que le laboratoire va conserver les souches ayant donné lieu au dépassement pendant 3 mois.</p> <p>Toutefois, on note que certaines informations ne sont pas fournies au laboratoire lors de la transmission de l'échantillon. A titre d'exemple, le rapport d'analyse ne spécifie pas la nature et concentration des produits de traitements utilisés dans l'installation (biocides oxydants, non oxydants biodispersants, anticorrosion...) ou la date de la dernière injection de biocide.</p>
<p>Observations : Le rapport d'analyse présenté lors de l'inspection ne fait pas apparaître l'ensemble des informations attendues.</p> <p>L'exploitant veillera à ce que les prochains rapports d'analyses soient complétés avec l'ensemble des informations requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Présence et conformité de l'analyse méthodique des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">— la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;— les points critiques liés à la conception de l'installation ;— les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;— les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">— les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;— un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;— les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.</p> <p>La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté l'analyse méthodique des risque (AMR) mise à jour en février 2021.</p> <p>Le contenu de l'AMR répond à la prescription. Toutefois, l'inspection note que le sous-traitant AQUAPROX n'est pas associé à la rédaction de l'AMR.</p> <p>Le site de Feuquières comporte 12 TAR, parmi lesquelles 2 granulateurs (circuit de récupération des gouttes de verre). L'exploitant indique que ces 2 tours sont à l'arrêt depuis janvier 2022. En effet, le</p>

principe de distribution des circuits d'eau associés à ces tours a été récemment modifié avec la mise en place de bassins de décantation permettant également le refroidissement des eaux.

Observations : Au regard du dépassement constaté et des modifications réalisées sur l'installation (arrêt de 2 tours et changement de produit de traitement), l'exploitant mettra à jour l'AMR du site. En tout état de cause, elle doit être revue a minima une fois par an.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nettoyage préventif annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c.
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Nettoyage préventif de l'installation</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires.</p> <p>L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.</p> <p>Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p>Constats : Comme indiqué précédemment, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un carnet de suivi.</p> <p>D'après la procédure "Interventions régulières à réaliser sur les tours aéroréfrigérantes" présentée par l'exploitant, 4 types d'interventions sont réalisées: nettoyage mensuel (uniquement pour les tours granulateurs), inspection trimestrielle, inspection semestrielle et inspection annuelle.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été demandé de présenter les éléments justifiant du dernier nettoyage préventif.</p> <p>Selon les informations saisies dans la GMAO, la dernière intervention réalisée sur la Tour Cross convoyeur four 5 (à l'origine du dépassement) a été réalisée en novembre 2021 et correspondrait à une maintenance semestrielle (pour un ordre de travaux édité en septembre 2021).</p> <p>Le dépassement constaté a donné lieu à la réalisation d'un nettoyage en février qui n'apparaît pas dans la GMAO.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique qu'un nettoyage avec un jet à haute pression est réalisé. Ce nettoyage n'est pas encadré par une procédure particulière.</p> <p>Non-conformité: l'exploitant n'a pas mis en place de procédure particulière liée à la réalisation du nettoyage avec un jet d'eau sous pression.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Stockage des produits biocides et autres.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : Etat des stocks de produits dangereux. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks des produits disponibles. Non-conformité : l'exploitant ne tient pas de registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Lors de la visite de terrain, il a été constaté la présence de masques à disposition à proximité des tours. Au niveau de la station de traitement, un stock de produit comportant la mention de danger corrosif est présent (Continuum AT4504 et Aquaprox MDA 4730). Les bidons sont stockés sur rétention. Les FDS ne sont pas affichées, elles sont accessibles informatiquement pour les opérateurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Etat des parties visuellement accessibles.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2. et
Thème(s) : Risques chroniques, Terrain - Entretien préventif et surveillance de l'installation
Prescription contrôlée : 2. Entretien préventif de l'installation L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. Avant tout redémarrage et en fonctionnement, l'exploitant s'assure du bon état et du bon positionnement du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires. Lors d'un changement de dispositif de limitation des entraînements vésiculaires, l'exploitant devra s'assurer auprès du fabricant de la compatibilité de ce dernier avec les caractéristiques de la tour, pour le respect du taux d'entraînement vésiculaire défini à l'article 12.
Constats : Lors de l'inspection du site, l'exploitant a présenté l'ensemble des tours aéroréfrigérantes du site. Une inspection approfondie des tours a été réalisée par sondage. Les tours du four 6 montrent un état de propreté médiocre (voir planche photographique). En effet, la partie supérieures de la tour comporte des traces vertes (liées à la présence d'algues ?).
Non-conformité : les installations ne sont pas maintenues propres.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22.I
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution des eaux ou des sols
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...]
Constats : Lors de l'inspection du site, il a été constaté la présence de plusieurs bidons d'Aquaprox MDA 4730 au pieds des tours des compresseurs et d'un GRV du même produit au niveau de l'atelier maintenance. Ces stockages ne comportaient pas de rétention.
Non-conformité : les produits liquides comportant une mention de danger ne sont pas stockés sur un dispositif de rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription